



**ARRÊTÉ N°2023-155 PORTANT ELECTIONS DES DOCTORANTS  
A LA COMMISSION DE LA RECHERCHE DU CONSEIL ACADÉMIQUE  
(CONSEILS CENTRAUX)**

**LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITE DE PICARDIE JULES VERNE**

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L.719-1, L.719-2, L.762-1 ;  
Vu les statuts de l'université de Picardie Jules Verne ;  
Vu l'absence de candidatures à la commission de la recherche du conseil académique lors des élections générales étudiantes des 25 et 26 octobre 2022 fixées par l'arrêté n°2022-503 ;

**ARRETE**

**Article 1 – Convocation des électeurs.**

Les doctorants de l'UPJV sont convoqués pour élire leurs représentants à la commission de la recherche du conseil académique :

**LE MARDI 7 MARS 2023**

**DE 9 HEURES A 17 HEURES**

**Vote à l'urne**

**Lieux de vote : école doctorale de rattachement du laboratoire, soit à l'ED SHS, soit à l'ED STS**

**Calendrier électoral**

<b>Opérations électorales</b>	<b>Echéancier</b>
Affichage et mise en ligne des listes électorales	Au plus tard le mercredi 15 février 2023
Période de dépôt des candidatures et des professions de foi	A compter de la publication de l'arrêté électoral jusqu'au lundi 27 février 2023, 12 heures
Réunion du comité électoral consultatif statuant sur les éventuels candidats inéligibles	Lundi 27 février 2023, 17h00
Dépôt des procurations	Au plus tard le lundi 6 mars 2023, 12 h
<b>SCRUTIN</b>	<b>Mardi 7 mars 2023, de 9 h à 17 h</b>
Dépouillement	A l'issue des scrutins, dans chaque bureau de vote
Proclamation et affichage des résultats	Au plus tard le vendredi 10 mars 2023

## **Article 2 – Sièges à pourvoir.**

Sont à pourvoir :

Secteur Droit, Science Politique, Economie, Gestion et Administration	Secteur Lettres, Arts, Langues, Histoire-Géographie, Philosophie, Sciences Humaines et Sociales	Secteur Sciences, Mathématiques, Informatique et Technologie	Secteur Médecine, Pharmacie et Sciences du Sport	Totaux
1 titulaire (+ 1 suppléant)	1 titulaire (+ 1 suppléant)	1 titulaire (+ 1 suppléant)	1 titulaire (+ 1 suppléant)	4 titulaires (+ 4 suppléants)

## **Article 3 – Listes électorales.**

**La liste des électeurs sera publiée le mercredi 15 février 2023 au plus tard.**

Elle mentionnera, pour chaque électeur, son secteur de rattachement et son bureau de vote.

Les électeurs sont inscrits d'office. La liste électorale est arrêtée par le président de l'université.

### **Cas particuliers de certains doctorants.**

Nul ne peut être électeur ni éligible dans le collège des étudiants s'il appartient à un autre collège de l'établissement. Les doctorants qui étaient électeurs lors des élections des représentants des personnels le 13 octobre 2020 ne peuvent pas être électeurs pour ces élections étudiantes.

## **Article 4 – Demande de modification des listes électorales.**

Les électeurs doivent vérifier leur inscription sur la liste électorale. Si un électeur constate qu'il ne figure pas sur la liste électorale, il peut demander au président de l'UPJV de faire procéder à son inscription.

Les demandes d'inscription et de modification sont adressées à la Direction des affaires générales, institutionnelles et juridiques (DAGIJ) à l'adresse suivante : elections@u-picardie.fr

## **Article 5 - Date limite de réception des candidatures.**

Le dépôt de candidature est obligatoire. Peuvent être candidats, les électeurs régulièrement inscrits sur la liste électorale.

Les candidatures peuvent parvenir au président de l'UPJV soit :

- par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à : M. le président de l'UPJV, DAGIJ, Chemin du Thil, CS 52501, 80025 Amiens cedex 1,
- ou être déposées à la Direction des affaires générales, institutionnelles et juridiques, contre accusé de réception (Présidence de l'UPJV, 2<sup>ème</sup> étage).

**Les candidatures doivent parvenir à l'UPJV ou peuvent être déposées au plus tard à la DAGIJ le lundi 27 février 2023, 12 heures.**

Toute candidature parvenant, par l'un des moyens indiqués, après le délai indiqué, sera refusée.

## **Article 6 - Modalités de dépôt des listes de candidatures.**

Les collèges électoraux sont dotés d'un siège de titulaire et d'un siège de suppléants à pourvoir.

Chaque candidat titulaire doit se présenter avec le suppléant qui lui est associé.

Chaque candidature déposée comprend donc obligatoirement deux noms (1 titulaire + 1 suppléant).

La parité femme/homme ne s'applique pas, le candidat titulaire et son suppléant peuvent être de même sexe.

Les candidatures sont déposées par secteur, le titulaire et son suppléant doivent appartenir au même secteur.

Un dossier de candidature est mis à la disposition des électeurs.

Le dépôt de candidature doit être accompagné :

- de la déclaration individuelle signée par chaque candidat,
- d'une photocopie de la carte d'étudiant ou à défaut d'un certificat de scolarité.

Les candidats peuvent préciser leur appartenance ou le soutien dont ils bénéficient sur leurs déclarations de candidature. Les mêmes précisions figureront sur les bulletins de vote.

Aucune candidature ne peut être déposée, modifiée ou retirée après la date limite de dépôt des candidatures. Les listes déposées ou reçues hors délai ou non accompagnées des déclarations individuelles seront refusées.

Le récépissé de dépôt de candidature ne préjuge pas de la recevabilité de la candidature.

Pour la publication et l'affichage des candidatures, un tirage au sort déterminera l'ordre de présentation.

#### **Article 7 - Professions de foi.**

Le dépôt d'une profession de foi est facultatif. Elles doivent être à la fois déposées à la Direction des affaires générales, institutionnelles et juridiques (DAGIJ) avec les candidatures et être transmises sous format numérique à l'adresse elections@u-picardie.fr (noir et blanc ou couleur - format A4 - une page recto verso au plus – format pdf). La date limite de dépôt des professions de foi est le lundi 27 février 2023, 12 heures.

Les candidatures et les professions de foi seront transmises aux électeurs par voie dématérialisée, sur leur adresse de messagerie étudiante. Elles feront l'objet d'un affichage dans les écoles doctorales.

#### **Article 8 – Dispositions relatives à la constatation de l'inéligibilité d'un candidat.**

L'éligibilité des candidats est vérifiée par le président de l'université.

S'il constate l'inéligibilité d'un candidat, il réunit, pour avis, le comité électoral consultatif selon la modalité la plus adaptée à l'urgence (visioconférence ou consultation par voie électronique).

Le comité électoral sera consulté, si besoin, le lundi 27 février 2023 à 17 heures.

#### **Article 9 – Mode de scrutin.**

L'élection a lieu au scrutin majoritaire à un tour.

#### **Article 10 – Procurations.**

Les électeurs qui ne peuvent voter personnellement peuvent donner procuration à un autre électeur, inscrit sur la liste électorale dans le même secteur.

Chaque procuration est établie sur un formulaire numéroté par l'établissement, à retirer auprès de la Direction des affaires générales, institutionnelles et juridiques (DAGIJ) à l'adresse elections@u-picardie.fr.

Le mandant (la personne qui donne procuration) doit justifier de son identité lors du retrait de l'imprimé.

La procuration signée peut être remise en main propre à la DAGIJ ou transmise sur la messagerie elections@u-picardie.fr.

L'Administration tient un registre des procurations.

Le jour du scrutin, le mandataire signale au président du bureau de vote qu'il a une procuration. La procuration peut être établie jusqu'à la veille du scrutin, à 12 heures.

Nul ne peut être porteur de plus de deux procurations.

Le vote par correspondance n'est pas admis.

#### **Article 11 – Ouverture de la campagne électorale.**

La campagne électorale débute à compter de la publication du présent arrêté.

Durant la campagne, la propagande est autorisée, y compris le jour des scrutins, à l'exception des locaux dans lesquelles sont installés les postes informatiques dédiés.

**Article 12 - Proclamation des résultats.**

Les résultats seront proclamés au plus tard le vendredi 10 mars 2023 et immédiatement affichés dans les écoles doctorales et publiés sur le site internet de l'UPJV.

Nul ne peut être membre d'un conseil d'établissement public d'enseignement supérieur s'il a fait l'objet d'une condamnation pour un crime, ou d'une condamnation à une peine d'emprisonnement pour un délit.

Nul ne peut être élu à plus d'un conseil d'université ni à plus d'un conseil d'administration d'université.

**Article 13 – Date de début et durée des mandats.**

Les mandats débiteront le lendemain de la publication des résultats.

Ils expireront en même temps que les mandats en cours des autres membres de la commission de la recherche.

**Article 14 – Modalités de recours.**

La commission de contrôle des opérations électorales siégeant au tribunal administratif d'Amiens connaît de toutes les contestations présentées par les électeurs, par le président de l'université ou par le recteur de région académique, sur la préparation et le déroulement des opérations de vote, ainsi que sur la proclamation des résultats des scrutins.

Elle est saisie au plus tard le cinquième jour suivant la proclamation des résultats.

Elle doit statuer dans un délai de quinze jours.

Tout électeur ainsi que le président de l'université et le recteur de région académique ont le droit d'invoquer l'irrégularité ou la nullité des opérations électorales devant le tribunal administratif d'Amiens.

Ce recours n'est recevable que s'il a été précédé d'un recours préalable devant la commission de contrôle des opérations électorales.

Le tribunal administratif doit être saisi au plus tard le sixième jour suivant la décision de la commission de contrôle ou de l'autorité auprès de laquelle est présenté un recours préalable.

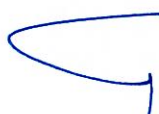
Le tribunal administratif statue dans un délai maximum de deux mois.

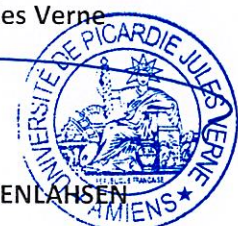
**Article 15 - Dispositions diverses.**

La directrice générale des services de l'université est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Amiens, le **30 JAN. 2023**

Le Président de l'Université  
de Picardie Jules Verne

  
Mohammed BENLAHSEN



Pour affichage dans les écoles doctorales et publication sur le site internet de l'UPJV.

Copie à madame la Rectrice de région académique, chancelière des universités, en application de l'article L.711-8 du code de l'éducation.